

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 20/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **INDENA**

38 avenue Gustave Eiffel  
BP 9528  
37000 Tours

Références : 2024-778/VAT20240561  
Code AIOT : 0010000689

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement INDENA implanté 30/38, avenue Gustave Eiffel BP 9528 37095 Tours. L'inspection a été annoncée le 23/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INDENA
- 30/38, avenue Gustave Eiffel BP 9528 37095 Tours
- Code AIOT : 0010000689
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

INDENA est un site de production d'extraits végétaux destinés à l'industrie pharmaceutique, diététique et cosmétique.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Air COV
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	déclaration incident	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.5.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	VLE – flux de COV	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
18	VLE – chaudières avec injection COV	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.2.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
19	VLE – chaudières sans injection COV	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.2.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
22	Surveillance des émissions - fréquence	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
24	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC5* VI 02/06/2021	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.4.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Rejets de DCM	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Traitement des rejets en dichlorométhane	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
7	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
8	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
9	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
11	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Surveillance des rejets – chaudière	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.3	/	Sans objet
15	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	/	Sans objet
17	COV à mention de dangers	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.1.3.2	/	Sans objet
20	VLE – autres rejets	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.2.3	/	Sans objet
21	Surveillance en permanence	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.6.2	/	Sans objet
23	D2-R1 VI 02/06/2021 - PGS	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.4.3	Susceptible de suites	Sans objet
25	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC5\* VI 02/06/2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des filtres à charbon actif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Contrôle de la non-saturation des filtres à charbon actif

L'exploitant procède au contrôle régulier du degré de saturation des filtres à charbon actif équipant les événements de collecte des solvants halogénés. Les résultats de ce contrôle, formalisés dans une procédure, sont enregistrés dans un registre spécifique et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le registre susmentionné indique également les dates de changement des filtres.

L'exploitant dispose d'un stock de filtres suffisant pour garantir le fonctionnement du dispositif de traitement en toutes circonstances.

**Constats :**

*Constat de la visite du 4/4/2022 : L'exploitant ne procède pas au contrôle régulier du degré de saturation des filtres à charbon actif équipant les événements de collecte des solvants halogénés de façon à respecter les VLE en COV et dichlorométhane. L'exploitant doit enregistrer les résultats de ce contrôle dans un registre spécifique. L'exploitant doit tenir compte d'une marge pour définir la fréquence de remplacement des filtres pour assurer la conformité à la VLE en dichlorométhane.*

Depuis fin 2022, l'exploitant a mis en place un nouveau système de filtration à charbon actif, au niveau des événements de collecte des solvants halogénés. Pour ce système de traitement, l'exploitant a un contrat de location avec un prestataire pour changement des filtres tous les 3 mois. Des mesures de contrôle de saturation des filtres sont également réalisées en interne et suivies dans le système de GMAO du site.

**Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rejets de DCM**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets de DCM

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2022

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des équipements précisés à l'article 3.2.5.3 respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273K) et de pression (1,013 bars) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs): 20 mg/Nm<sup>3</sup> pour le DCM pour un flux > 100 g/h

**Constats :**

*Constat de la visite du 4/4/2022 : La concentration en DCM dans les rejets atmosphériques de l'événement est supérieure à la VLE: 29,7 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant doit justifier les causes de la concentration mesurée lors de l'essai n°2 au regard d'une éventuelle défaillance du traitement mis en*

œuvre.

En réponse, l'exploitant a fait part des éléments suivants : "dans notre process, 2 réacteurs utilisent du dichlorométhane : le 702 et le 712. Actuellement, les événements de ces réacteurs sont reliés à un filtre à charbon actif. Chaque réacteur possède son propre filtre.

Plusieurs actions ont été menées par le passé afin de réduire les émissions de dichlorométhane à l'atmosphère : réduction de la consommation de DCM, évolution dans les procédés,... Cependant, il arrive que ponctuellement, les VLE soient dépassées. Indena a donc décidé de changer l'installation de traitement. En effet, une étude a été initiée avec la société DESOTEC, afin de mettre en place une installation de filtration plus efficace et fiable."

Lors de l'inspection du 15/10/2024, l'exploitant a présenté la nouvelle installation de filtre à charbon actif DESOTEC mise en place depuis fin 2022. De plus, l'exploitant a travaillé sur l'optimisation du programme qui met en œuvre du DCM de façon à ouvrir le moins souvent la vanne, ce qui a permis une réduction par 2 des émissions en DCM.

L'exploitant envisage de réaliser une cartographie complète des émissions en DCM en temps réel lors d'un programme, sur une durée d'environ 6h, de façon à cibler les phases du programme qui génèrent le plus d'émission en DCM et avec des mesures des émissions en amont et en aval du filtre, de façon à optimiser leur process de production.

Il cherche également à préciser les fréquences de changement de charbon actif en fonction de la production réalisée.

L'inspection a consulté les rapports de mesure des rejets atmosphériques réalisés par IRH. Ces rapports mettent en évidence les résultats suivants au point de rejet Events avec traitement :

- le 7/11/2023 : respect des VLE

- le 15/02/2024 : Dichlorométhane : 10 143 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 20 mg/Nm<sup>3</sup>

- le 11/06/2024 : respect des VLE

**Après un dépassement ponctuel de la VLE en concentration en DCM dans les rejets atmosphériques de l'événement, lors de la mesure de février 2024, les résultats respectent depuis la VLE.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Traitement des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des effluents

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2022

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

*Constat de la visite du 4/4/2022 : NON CONFORME*

*Les installations de traitement ne sont pas conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. L'exploitant doit effectuer des campagnes de mesure en période d'arrêt de la chaudière thermique et mettre en œuvre un traitement des COV permettant de faire face aux variations de débit.*

En réponse, l'exploitant a indiqué que le brûleur de la chaudière n°2 qui incinère les COV ne peut fonctionner à bas régime. A un régime inférieur à 30%, elle se met en sécurité et n'incinère donc plus les COV. Afin de réduire au maximum le temps de non-incinération, un travail a été réalisé avec le fabricant et le prestataire en charge de l'exploitation (Engie). Il a permis de faire baisser le régime de mise en sécurité à 25% au lieu de 30%.

De plus, un nouveau système de filtration à charbon actif a été mis en place en juin 2024 pour que les effluents soient dirigés vers ce nouveau point de rejet équipé de filtration lorsque la chaudière 2 ne fonctionne pas et n'incinère donc pas les COV.

De plus une étude est en cours afin de prioriser la chaudière 2 par rapport à la chaudière 1.

Néanmoins, malgré ces actions, lorsque les COV ne sont pas traités par la chaudière 2, les VLE en COV ne sont pas respectées. A noter que pour l'année 2023, la chaudière 2 n'a pas été en mesure de traiter les COV 18% du temps sur la totalité de l'activité du site.

**Le constat de la visite du 4/4/2022 est maintenu : Les installations de traitement ne sont pas conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. L'exploitant doit effectuer des campagnes de mesure en période d'arrêt de la chaudière thermique et mettre en œuvre un traitement des COV permettant de faire face aux variations de débit.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Traitement des rejets en dichlorométhane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des rejets en dichlorométhane
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/11/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Constat de la visite du 4/4/2022 : L'exploitant doit vérifier le dimensionnement des filtres au regard du nombre de déclenchement de la vanne vers l'évent pour estimer le temps d'ouverture de la vanne, de la quantité de dichlorométhane à traiter, des traces résiduelles de solvant ou d'eau issues des étapes précédentes, qui pourraient saturer le charbon actif, de la température des effluents (un effluent chaud et humide réduit l'efficacité du charbon actif et favorise la percée du gaz au travers du filtre).</i></p> <p><i>Un capteur de température permettrait d'estimer la différence de température avec l'air ambiant et de déterminer le temps d'ouverture de la vanne.</i></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir modifié l'installation de traitement charbon actif à la sortie des</p>

événements DCM, qui sont maintenant reliés à un point de rejet commun avec filtration. De plus, l'exploitant a travaillé sur l'optimisation du programme qui met en œuvre du DCM de façon à ouvrir le moins souvent la vanne, ce qui a permis une réduction par 2 des émissions en DCM. L'exploitant envisage de réaliser une cartographie complète des émissions en DCM en temps réel lors d'un programme, sur une durée d'environ 6h, de façon à cibler les phases du programme qui génèrent le plus d'émission en DCE.

**Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Canalisation des émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Canalisation des émissions

**Prescription contrôlée :**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan des différents points de rejets atmosphériques canalisés qui sont les suivants :

- 3 points de rejet issus des broyeurs lignes 1, 3 et 6 : rejets en poussière
- 1 rejet atomiseur (séchage des produits) : rejets en poussière
- 1 point de rejet événements DCM avec filtre à charbons actifs : rejets COV
- 1 point de rejet amont chaudière 2 avec filtre à charbons actifs, by pass en cas de mise en sécurité de la chaudière 2
- 3 points de rejet chaudières, production de vapeur et incinération des COV (chaudière 2 uniquement)
- 1 point de rejet chaudière STEP

A noter que le point de rejet amont chaudière 2 avec filtre à charbons actifs, by pass en cas de mise en sécurité de la chaudière 2 est en service depuis juin 2024.

**L'exploitant transmettra au préfet d'Indre-et-Loire les éléments descriptifs relatifs à cette modification de façon à demander une mise à jour des prescriptions relatives aux points de rejets atmosphériques dans son arrêté préfectoral d'autorisation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne possède pas de stockage de produits pulvérulents contenant des COV.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Traitement des fumées - entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le registre d'entretien de l'oxydateur thermique de la chaudière 2. L'entretien et la conduite de la chaudière sont réalisés par un prestataire présent sur site. Le bon fonctionnement de la chaudière est suivi via les paramètres classiques de chaudière (ratio gaz/vapeur, qualité d'eau des condensats (odeur, couleur), pression). Si la chaudière 2 fonctionne, elle incinère les COV. Les temps d'arrêt de la chaudière 2 sont suivis par un capteur de position des vannes avec report au poste de supervision et sur l'automate de la chaudière.  Les installations de traitement par charbons actifs font l'objet d'une maintenance préventive annuelle et d'un contrôle de saturation des filtres en interne tous les 3 mois . Pour l'installation de traitement en by pass de la chaudière 2, l'installation ayant été mise en place en juin 2024, les charbons actifs ont été changés au bout de 3 mois avec une mesure de

saturation par le prestataire. La périodicité de changement des filtres reste à définir en fonction des mesures et du retour d'expérience à venir.

**Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Traitement des fumées - conception**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception

##### **Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

##### **Constats :**

Comme indiqué au point de contrôle n°3, l'exploitant indique que le brûleur de la chaudière n°2 qui incinère les COV ne peut fonctionner à bas régime. A un régime inférieur à 25%, elle se met en sécurité et n'incinère donc plus les COV.

Pour l'année 2023, la chaudière 2 n'a pas été en mesure de traiter les COV 18% du temps total d'activité du site.

Les durées d'indisponibilité de la chaudière sont suivies au travers d'un registre qui a été consulté par l'inspection.

La conduite de l'installation est gérée par un prestataire présent sur site.

**Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Traitement des fumées - matériel disponible**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible

##### **Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les dispositifs de filtration à charbons actifs; l'exploitant dispose d'un contrat de location avec un prestataire qui réalise le changement des filtres selon une périodicité définie et à la demande de l'exploitant. En cas d'urgence, le contrat prévoit un changement des filtres dans un délai de 5 jours maximum.</p> <p>De plus l'exploitant dispose encore sur le site de l'ancien système de filtration à charbon actif qui est toujours raccordé et peut être remis en service si besoin.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Surveillance des rejets - mesure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle de surveillance des émissions dans l'air est réalisé annuellement par IRH, agence de Nancy, qui est un laboratoire agréé.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Surveillance des rejets - programme**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les méthodes mises en oeuvre dans le cadre du contrôle réglementaire sont la norme NF EN</p>

12619 pour la mesure des COV totaux et la méthode interne NF X43-267 pour la mesure du dichlorométhane.
Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 12 : Surveillance des rejets - justification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports des résultats de surveillance des rejets atmosphériques. Les rapports IRH des mesures réalisées les 15/02/2024 et 10/06/2024 mettent en évidence des dépassements de valeurs limites d'émission, notamment en COV NM, dichlorométhane et SO2.  L'exploitant indique qu'il était présent pendant la réalisation des mesures et que celles-ci sont représentatives des conditions normales de fonctionnement.  <b>Les résultats de mesures ne sont pas accompagnés des causes des dépassements et des actions correctives mises en oeuvre et envisagées pour respecter les valeurs limites d'émission.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : déclaration incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature

<p>à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de mesures des rejets atmosphériques du 15/02/2024 mettent en évidence une concentration de 10 143 mg/Nm<sup>3</sup> en dichlorométhane et de 2 703 mg/Nm<sup>3</sup> au point de rejet évent avec traitement.</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle de saturation des filtres de l'évent avec traitement réalisé en janvier 2024 n'avait pas mis en évidence d'anomalie.</p> <p>L'exploitant aurait dû informer l'inspection de ces valeurs dépassant 1000 fois les VLE. L'exploitant doit évaluer la durée du dysfonctionnement de l'installation et le flux de polluants correspondant. Il doit également évaluer l'impact de cet incident sur l'environnement, vérifier que cet événement rentre dans les hypothèses de l'évaluation des risques sanitaires et que ses conclusions restent valables.</p> <p><b>L'exploitant n'a pas transmis de rapport d'incident lié au dépassement des VLE en COV le 15/02/2024, qui précise notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 14 : Surveillance des rejets – chaudière**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>CONDITIONS GENERALES DE REJET DES CHAUDIERES 1 A 3</p> <p>Cf tableau figurant dans l'AP</p>

**Constats :**

Le rapport des résultats de mesures réalisées par IRH le 10/06/2024, met en évidence les éléments suivants :

- chaudière 1, vitesse éjection moyenne : 8m/s > 5m/s,
- chaudière 2 : vitesse éjection moyenne : 9.1m/s > 5m/s,
- chaudière 3 : vitesse éjection moyenne : 6.5m/s > 5m/s.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Respect des VLE - conformité aux rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Conformité des rejets

**Prescription contrôlée :**

III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

[...]

Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :

1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

**Constats :**

Les rapports de surveillance des émissions, réalisés par IRH en date du 15/02/2024 mettent en évidence des dépassements des valeurs limites d'émission aux points de rejets suivants :

- Events avec traitement : COVNM : valeur moyenne : 2 703 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 110 mg/Nm<sup>3</sup>  
Les mesures ont été réalisées sur 3 essais de 30 minutes.

- Dichlorométhane : un seul essai a été réalisé sur une durée de 56 min : 10 143 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 20 mg/Nm<sup>3</sup>

A noter que les rapports de mesure réalisés par IRH sur ce même point de mesure le 7/11/2023 et le 11/06/2024 ne mettent pas en évidence de dépassement des VLE.

**Aussi, après un dépassement ponctuel de la VLE en concentration en DCM dans les rejets atmosphériques de l'événement, lors de la mesure de février 2024, les résultats respectent depuis la VLE**



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : VLE – flux de COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si le flux horaire total est supérieur ou égal à 2 kg/h :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Du fait d'une combustion en chaudière pour l'élimination des COV non halogénés, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m<sup>3</sup> ou 50 mg par m<sup>3</sup> si le rendement d'épuration est supérieur à 98 % ;</li> <li>-La valeur limite annuelle des émissions diffuses est fixée à 20 % de la quantité de solvants utilisés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le plan de gestion des solvants 2023, le flux horaire de COV est estimé à 9.5 kg/h, soit supérieur à 2 kg/h.</p> <p>La quantité de solvants utilisés en 2023 a été de 3718 t.</p> <p>Les émissions diffuses sont estimées à 24.8 tonnes, ce qui représentent 1.5% des solvant utilisés, sous réserve de la reprise des calculs du PGS selon les préconisations de l'inspection au PdC n°24.</p> <p>Selon les rapports de surveillance réalisés par IRH, les résultats des mesures du 10/06/2024 au niveau de l'évent by pass chaudière 2, mettent en évidence une concentration moyenne en COV totaux de 5 347 mgC/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>Le rapport IRH du 17/01/2024 indique que le rendement d'épuration de la chaudière 2 est supérieure à 98%.</p> <p><b>La valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total n'est pas respectée lorsque les effluents ne sont pas traités par la chaudière 2.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 17 : COV à mention de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.1.3.2
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  Composés organiques volatils halogénés étiquetés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68 Seul le dichlorométhane est mis en œuvre par l'exploitant. Si le flux horaire maximal de dichlorométhane est supérieur ou égal à 0,1 kg/h, une valeur limite d'émissions de 20 mg/m <sup>3</sup> est imposée.
<b>Constats :</b>  Dans le PGS 2023, le flux horaire moyen en dichlorométhane est estimé à 0.04 kg/h, soit inférieur à 0,1 kg/h, sous réserve de la reprise des calculs du PGS selon les préconisations de l'inspection au PdC n°24.  Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : VLE – chaudières avec injection COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque la chaudière n° 2 fonctionne en mode oxydateur (avec injection de COV) Les rejets issus des chaudières respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : -à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; -à une teneur en O <sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous. Cf tableau AP
<b>Constats :</b>  Les rapports de contrôles des rejets réalisés par IRH au niveau de la chaudière 2 (en fonctionnement, donc avec injection de COV), mettent en évidence les éléments suivants : : - mesures du 7/11/2023 : dépassement de la VLE en NO <sub>x</sub> : 153 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE à 100 mg/Nm <sup>3</sup> - mesures du 10/06/24 : la VLE en NO <sub>x</sub> est respectée, dépassement de la VLE en SO <sub>2</sub> : 80 mg/Nm <sup>3</sup> pour une VLE à 35 mg/Nm <sup>3</sup> . L'exploitant indique qu'à réception des résultats de mesure, le prestataire en charge de la conduite de la chaudière a ajusté les paramètres de façon à respecter les VLE en SO <sub>2</sub> et NO <sub>x</sub> . Une nouvelle mesure a été réalisée le 17/09/24 par IRH et l'exploitant était en attente des résultats le jour de l'inspection.  <b>La VLE en SO<sub>2</sub> n'est pas respectée au point de rejet de la chaudière 2.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 19 : VLE – chaudières sans injection COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.2.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, COV

**Prescription contrôlée :**

Lorsque les installations de combustion consomment exclusivement du gaz naturel (sans injection de COV) Les rejets issus des chaudières respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

-à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous.

Cf tableau AP

**Constats :**

Les rapports de contrôle des rejets réalisés par IRH mettent en évidence les résultats suivants :

- mesures du 7/11/2023 :

Chaudière 1 : Paramètres SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussières < VLE

Chaudière STEP : Paramètres SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussières < VLE

- mesures 15/02/2024 : Chaudière STEP : paramètre SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussière < VLE

- mesures 10/06/2024 :

chaudière 1 : SO<sub>2</sub> : dépassement de la VLE : concentration de 78 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 35 mg/Nm<sup>3</sup>

Chaudière 3 : Paramètre SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussières < VLE

L'exploitant indique que la mesure des rejets de la chaudière 2 sans injection de COV n'a pas été réalisée car la chaudière 2 ne fonctionne qu'avec injection de COV.

L'exploitant indique qu'il n'explique pas la concentration en SO<sub>2</sub> au niveau de la chaudière 1 qui dépasse la VLE car la chaudière 1 fonctionne avec du gaz de ville. L'exploitant a demandé une vérification auprès de son prestataire pour identifier si les échantillons auraient pu être contaminés. Une nouvelle mesure a été réalisée le 17/09. Les résultats n'étaient pas disponible le jour de l'inspection.

**La VLE en SO<sub>2</sub> n'est pas respectée au point de rejet de la chaudière 1.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 20 : VLE – autres rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3.2.5.3. Autres valeurs limites d'émission Les rejets issus des équipements précisés dans le tableau ci-dessous respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li> <li>-à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous</li> </ul> <p>Cf tableau AP</p> <p>Points de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Events</li> <li>• Lignes de broyage</li> <li>• Atomiseur</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de contrôle des rejets réalisés par IRH mettent en évidence les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mesures du 7/11/2023 : Ligne de broyage 1 : résultats conforme à la VLE Ligne de broyage 3 : résultats conforme à la VLE Ligne de broyage 6 : résultats conforme à la VLE Events avec traitement : résultats conforme à la VLE</li> <li>• mesures du 31/05/2023 : atomiseur : Pour les poussières, la valeur limite est de 150 mg/Nm3 parce que le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h. - résultats conforme à la VLE</li> <li>• mesures du 15/02/2024 : Ligne de broyage 3 : résultats conforme à la VLE aval événement avec traitement : COVNM : 2 703 mg/Nm3 pour une VLE à 110 mg/Nm3 Dichlorométhane : 10 143 mg/Nm3 pour une VLE à 20 mg/Nm3</li> <li>• mesures du 11/06/2024 : mesures aval événement avec traitement le : respect des VLE en COVNM et dichlorométhane</li> </ul>

Après un dépassement ponctuel de la VLE en concentration en DCM dans les rejets atmosphériques de l'évent, lors de la mesure de février 2024, les résultats respectent depuis la VLE
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 21 : Surveillance en permanence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total, dépasse 15 kg/h dans le cas général ;</li> <li>-le flux horaire maximal de composés organiques halogénés en R40 dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés). Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le flux horaire des COV est estimé à 9.5 kg/h dans le plan de gestion des solvants 2023. Il ne dépasse donc pas la valeur de 15 kg/h sous réserve de la reprise des calculs du PGS selon les préconisations de l'inspection au PdC n°24.</p> <p>Le flux horaire en dichlorométhane est estimé à 0.04 kg/h dans le plan de gestion des solvants 2023. Il ne dépasse donc pas la valeur de 2 kg/h, sous réserve de la reprise des calculs du PGS selon les préconisations de l'inspection au PdC n°24.</p> <p>La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV à l'exclusion du méthane, n'est pas à réaliser.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 22 : Surveillance des émissions - fréquence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Fréquence de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un</p>

organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

**Constats :**

Les contrôles des rejets atmosphériques par un laboratoire externes ont été réalisés aux dates suivantes :

Chaudière 1 : mesures le 7/11/2023 et 10/06/2024

Chaudière 2 : mesures le 8/11/2023 et 10/06/2024

Chaudière 3 : mesures 10/06/2024 – pas de mesures en 2023

Chaudière STEP : mesures le 31/05/2023 et le 15/2/2024

Ligne broyage 3 : mesures le 15/02/2024 – pas de mesures en 2023

Ligne broyage 1 : mesures le 31/05/2023-- pas de mesures en 2024

Ligne broyage 6 : mesures le 7/11/2023-- pas de mesures en 2024

Events avec traitement dichlorométhane : mesures le 15/02/2024, 11/06/2024 et 7/11/202.

L'exploitant indique que la chaudière 3 ne fonctionnait pas lors de la mesure en 2023.

Les mesures au niveau de la ligne de broyage 1 ont été réalisées le 17/09/2024, les résultats n'étaient pas disponible le jour de l'inspection.

L'exploitant indique qu'une mesure au niveau de la ligne de broyage 6 est prévue d'ici la fin de l'année 2024.

**La fréquence annuelle de contrôle des rejets atmosphériques n'est pas toujours respectée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 23 : D2-R1 VI 02/06/2021 - PGS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 3.2.4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, PGS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.</p> <p>L'exploitant transmet le plan de gestion des solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants.</p> <p>Le PGS peut-être établi conformément au guide INERIS en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan (décembre 2003 au jour de notification du présent arrêté).</p> <p>Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.</p> <p>Le PGS distinguera les émissions de COV à phrases de risques des autres émissions</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Constat de la visite du 4/4/2022 : NON CONFORME.</i></p> <p><i>Le PGS n'est pas complet. L'exploitant doit inclure dans le PGS: les actions passées et futures visant à réduire la consommation de solvants, les hypothèses, les mesures et calculs aboutissant à la détermination des flux I1, O2, O3, O6, O7 et O8. L'exploitant transmet le protocole d'ouverture des réacteurs lors des chargement ou déchargement en dichlorméthane.</i></p> <p>Le PGS 2023 inclut les éléments évoqués dans le constat de la visite du 4/4/2022.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que les actions passés pour réduire les émissions de solvants sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suppression du dichlorométhane dans le procédé d'extraction du pépin de raison OPC</li> <li>- mise en place du fonctionnement dis en vase clos sur les réacteurs travaillant en dichlorométhane.</li> <li>- le remplacement du système de filtres à charbon actif pour la captation du dichlorométhane</li> <li>- la réduction du régime minimum de fonctionnement de la chaudière 2 afin de réduire les temps de non-incinération.</li> </ul> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 24 : Plan de gestion des solvants (PGS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an,</p>

l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b>  Le plan de gestion des solvants 2023 a été présenté à l'inspection.  L'inspection fait remarquer à l'exploitant que pour la détermination des flux O1 et O5 d'émissions canalisées et détruits par l'oxydateur, les résultats de mesures donnés en concentration, en mgC/Nm <sup>3</sup> doivent être convertis en masse de solvants dans le PGS.  <b>L'estimation des différents flux de solvants dans le PGS n'est pas réalisée en masse de solvants.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 25 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le diagnostic, défini à l'article 2, précisant les mesures qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu, est envoyé à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.  L'entreprise établit un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise. Ce calendrier est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas neuf mois après notification du présent arrêté. Il est accompagné d'une analyse technico-économique des opérations décrites.
<b>Constats :</b>  En réponse à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/11/2023, relatif à un diagnostic et étude technico-économique sécheresse, l'exploitant a transmis des éléments à l'inspection en date du 8/04/2024.  <b>Ces éléments sont en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite